

## « 35 heures : une catastrophe économique et sociale »

Dans son livre *La France qui tombe* (Ed. Perrin), Nicolas Baverez dresse le tableau édifiant d'une France en panne. Un pays bloqué par une absence de volonté réformatrice et soumis au « mieux disant démagogique » par une élite ne voyant que son intérêt à court terme. Selon lui, les corollaires sont la montée des extrémismes et la violence sociale.

Dans le catalogue de dysfonctionnements que vous égrenez, où se situe l'urgence ? Il faut commencer par remettre de l'ordre en France avant de prétendre faire de la grande politique européenne ou mondiale. Cela passe par des mesures d'urgence et des mesures plus structurelles. Les mesures d'urgence, c'est d'abord réformer l'Etat, enrayer la bulle financière créée par l'explosion des dépenses publiques. Cela signifie remettre de l'argent sur l'investissement public et contrôler les transferts sociaux. Ensuite, il faut reconstituer la base productive de ce pays, donc arrêter l'hémorragie des hommes, des capitaux et des activités.

### La priorité sur le plan économique ?

Il faut d'abord sortir des 35 heures, qui constituent un blocage terrible dans le public comme dans le privé. On l'a vu cet été avec les lits d'hôpitaux, dont 30 % étaient fermés. C'est la même chose pour Alstom : il va falloir se résoudre à choisir entre conserver une industrie ou garder les 35 heures. Aujourd'hui, les Français sont mûrs pour dire qu'ils veulent le maintien de leur industrie et ne pas vivre dans un musée ou une maison de retraite.

**Vous ne faites pas grand cas du risque d'explosion sociale si le gouvernement décidait de revenir sur les 35 heures...**

Mais c'est parce que le mandat a été donné par les Français pour le faire ! En avril 2002, le Front national est devenu le premier parti ouvrier du pays. Le Parti socialiste, qui a fait



les 35 heures, est arrivé en quatrième position sur le vote ouvrier à la présidentielle. Au passage, Martine Aubry a été battue dans sa circonscription. Avec 82 % des voix au second tour, 400 députés sur 577, le contrôle du Sénat et des 3/5<sup>e</sup> des collectivités territoriales, tous les pouvoirs étaient donnés.

**Et le gouvernement ne les a pas saisis, pourquoi à votre avis ?**

Il a commis quatre erreurs. Sur le diagnostic, avec une sous-estimation de la gravité de la crise sociale, économique et politique. Une erreur de calendrier, avec la neutralisation des six premiers mois, qui étaient pourtant décisifs.

Une inversion des priorités : tout a été concentré sur le secteur public et non sur la production, les entreprises et donc l'emploi. Une erreur de méthode : on n'a jamais présenté la vérité aux Français, on a avancé biaisé.

**Que reprochez-vous aux 35 heures ?**

Les 35 heures, c'est très bien pour les cadres supérieurs et les mères de famille nombreuse à revenus élevés. Mais dès que vous descendez dans la société, c'est une catastrophe économique. On a bloqué les revenus des ouvriers et des employés qui n'ont plus, du coup, gagné en pouvoir d'achat. Quant au « temps libre », c'est le versant catastrophe sociale. Car autant il est apprécié pour aller dans le Luberon, autant, pour les couches les plus modestes, le temps libre, c'est l'alcoolisme, le développement de la violence, la délinquance, des faits malheureusement prouvés par des études...

**A vous lire, la perception du travail a aussi changé dans la société française...**

Oui, car derrière cela, il y a cette espèce de folie de la fin du travail, autour des idées de Jeremy Rifkin (économiste américain) que nous avons été les seuls à prendre au sérieux. Le travail n'a alors plus été pensé qu'en termes de réduction, de récupération, de harcèlement, de souffrance, de malédiction. Or, il n'est pas seulement la première des protections sociales, c'est aussi une dignité, une identité sociale, le premier vecteur de l'intégration et un facteur de citoyenneté essentiel. *Propos recueillis par Frédéric Filloux*